

LÀ OÙ PASSE LA CENTRALE À GAZ, LE « GRENELLE » TRÉPASSE

Avec la libéralisation de l'énergie, les fournisseurs alternatifs multiplient les sites de production. Sans toujours se conformer aux règles environnementales.

C'est un passage naturel privilégié pour les cerfs et les sangliers entre les forêts d'Halatte et de Compiègne, au cœur du parc régional naturel de l'Oise. Un des derniers biocorridors de Picardie. Une zone comme les aime Jean-Louis Borloo, ministre de l'Ecologie, qui, via le « Grenelle de l'environnement », entend recréer et préserver sur le territoire une « trame verte et bleue ». Un emplacement de choix donc, prisé par les écologistes... et le fournisseur alternatif d'électricité Direct Energie.

A quelques centaines de mètres des habitations de la commune de Verberie, dans l'Oise, le concurrent d'EDF-GDF a prévu de construire une gigantesque centrale à gaz, d'une puissance de 800 MW, surmontée de deux grosses cheminées de 56 m de haut. « Installer cette centrale ici, c'est une aberration écologique ! » s'insurgent les opposants à l'usine, dénonçant un projet loin d'être « grenello-

compatible ». « Nous sommes à plus de 300 m du biocorridor », corrige Xavier Caïtucoli, le PDG de Direct Energie. « Si notre projet ne respectait pas le "Grenelle", il n'aurait pas eu les autorisations », plaide-t-il, mettant en avant sa bonne foi. L'argument peine à convaincre les anticentrale, ainsi que le conseil d'administration du parc régional naturel de l'Oise, qui a rendu un avis « très défavorable » au projet et menace de porter l'affaire devant le tribunal administratif.

L'hostilité croissante des habitants, des autorités scientifiques et écologiques et désormais d'élus n'a toutefois pas entamé la détermination de Direct Energie et de Patrick Floury, maire de Verberie et président de la communauté de communes de la Basse-Automne, premier supporteur du projet. Entre un risque éco-

logique et un investissement de près de 600 millions d'euros assorti de la promesse de retombées fiscales égales à 10 millions d'euros par an,

Entre un risque écologique et des retombées fiscales estimées à 10 millions d'euros par an, la municipalité a vite tranché.

l'écu, qui a refusé de répondre à nos questions, a vite tranché. Une prouesse réussie grâce à une stratégie de communication sur mesure orchestrée par le cabinet de conseil Alter & Go, spécialiste de causes indéfendables, qui se félicite d'être capable de « faire traverser un parc régional naturel par un gazoduc », au point d'en faire un argument de vente.

Manipulations, absence de concertation, projet passé sous silence pendant près de huit

mois, désinformation, intimidation... « Direct Energie essaye par tous les moyens de nous embobiner », s'agace David Long, président de l'association Pas de centrale. En vain. La mairie n'a pas désempilé pendant les enquêtes publiques, assaillie par des habitants désireux de donner leur avis, négatif à plus de 90 %. Quant aux banderoles « Non à la centrale », elles continuent à fleurir sur les façades des maisons.

« Les pouvoirs publics n'ont pas vu les conséquences que pouvait avoir la libéralisation de l'énergie », ajoute David Long, réclamant un débat public sur la question. Les fournisseurs alternatifs, lancés dans une véritable course à la rentabilité, ne semblent pas, eux, ouverts à la discussion. En témoigne l'acharnement de Poweo, autre acteur sur ce marché en expansion, à Beaucaire, dans le Gard. L'opérateur persiste à vouloir installer une centrale du même acabit au cœur de l'AOC « Costières de Nîmes », en dépit de l'avis défavorable du ministère de l'Agriculture et de l'Institut national de l'origine et de la qualité, de la saisine du tribunal administratif de Nîmes et de l'hostilité des habitants et du nouveau maire. A Sarreguemines, où Direct Energie projette de construire une autre centrale, les choses sont encore plus claires. « Le chargé de projet de Direct Energie m'a carrément dit que l'usine serait pour les actionnaires, pas pour la population », raconte Michel Kuffler, maire d'Herbitzheim, commune voisine de la future usine, et farouche opposant au projet. A croire que le fournisseur d'énergie a spécialement choisi son nouveau slogan, porté par l'ex-coach de Laure Manaudou, Philippe Lucas, pour faire un pied de nez à ses détracteurs : « Direct Energie, et pis c'est tout ! » • Clotilde Cadu



A Verberie, dans l'Oise, au cœur d'un parc naturel, Direct Energie a décidé de construire une énorme centrale. Avec l'appui du maire, mais dans la désapprobation des habitants.